



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX (CCAG TRAVAUX 2021)

Fourniture et pose d'un treuil électrique au barrage d'Asfeld

N° du CCP : CPCA-ASFELD-TREUIL

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne
76, rue de Talleyrand
51 084 REIMS Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Fourniture et pose d'un treuil électrique au barrage d'Asfeld
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	3 mois : 1 mois de préparation et 2 mois d'exécution
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Fermes actualisables
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Durée et délais d'exécution	6
4 - Prix	7
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2 - Modalités de variation des prix	7
5 - Garanties Financières	7
6 - Avance	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
6.2 - Garanties financières de l'avance	8
7 - Modalités de règlement des comptes	8
8 - Conditions d'exécution des travaux	9
9 - Constatation de l'exécution des travaux	10
9.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves	10
9.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	10
9.3 - Dispositions applicables à la réception	10
9.4 - Epreuves concluantes	10
10 - Garantie des prestations	10
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
12 - Pénalités	10
12.1 - Pénalités de retard	10
12.2 - Pénalités pour non remise en état des lieux	11
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
12.4 - Autres pénalités	11
13 - Assurances	11
14 - Résiliation du contrat	11
14.1 - Conditions de résiliation	11
15 - Règlement des litiges et langues	12
16 - Clauses techniques particulières	13
16.1 - Barrage d'Asfeld	13
16.2 - Implantation et caractéristiques du barrage	13
16.3 - Treuil manuel	13
16.4 - Caractéristiques du nouveau treuil électrique	14
16.5 – Confection d'un plot béton et d'un escalier et pose de garde-corps sur le plot	15
16.6 - Installation électrique	15
16-7 Réfection du plot béton	15
16.8 - Pose d'une poulie de renvoi à l'emplacement de l'ancien treuil	16
16.9 - DOE	16
17 - Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la fourniture et pose d'un treuil électrique au barrage d'Asfeld.

La création du plot béton (et du petit escalier) nécessaire à la pose du nouveau treuil et la réfection de l'ancien plot, la fourniture et l'installation d'une poulie de renvoi au niveau du massif du treuil manuel ainsi que l'installation électrique seront également à la charge du futur attributaire du marché.

Lieu(x) d'exécution :

Barrage d'Asfeld au PK 56.26

Latitude : 49.481606

Longitude : 4.124288

08190 Asfeld

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Développement durable

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Nuisances :

- Les mesures destinées à réduire les nuisances imposées par le chantier sont exposées en détail par l'entrepreneur dans le mémoire justificatif de son offre ou le programme des travaux. Elles doivent être agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution des travaux.

Gestion des déchets :

- Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par le prix du marché de l'entreprise titulaire.

- Pour le nettoyage du chantier l'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux : elle fera son affaire du dépôt des déchets.

- Le tri des déchets sera effectué de façon sélective. L'équipement sera adapté aux besoins du chantier.

- L'entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées et au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

1.4 - Dispositions applicables en application de la réglementation du travail en cas d'intervenants étrangers

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au CCAG FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. »

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du Code du Travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.5 - Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales – Dispositions applicables, délais et conditions d'affichage

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG Travaux.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du Code du Travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du Code du Travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d'appartenance des salariés détachés sur le chantier tout au long des travaux.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 12.5 du présent CCP.

1.6 - Conflits d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

1.7 - Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPU) ;
- La détail quantitatif estimatif (DQE).

3 - Durée et délais d'exécution

Les délais du marché sont les suivants : 1 mois de préparation et 2 mois d'exécution

Le démarrage de la période de préparation et le démarrage de la période d'exécution des prestations débutent à compter de la date fixée par ordre de service.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes actualisables.

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (mois M0) et la date de début d'exécution des prestations (fixée par ordre de service).

Les prix ainsi actualisés resteront fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent les prix de règlement.

La formule d'actualisation est la suivante : **$C_n = I_{d-3} / I_0$**

avec :

C_n : coefficient d'actualisation.

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I pris au mois de la date de début d'exécution des travaux moins 3 mois ;

I₀ = Valeur de l'index de référence I prise au mois M0, mois d'établissement de l'offre financière du candidat

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index BT01 (Tous corps d'état).

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Une avance est accordée en une seule fois sur la base du montant minimum du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % pour les PME et 10% pour les autres entreprises.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant minimum.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du bon de commande, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG travaux, le délai pour le représentant du pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire le décompte général après réception du projet de décompte général est porté à 3 mois. Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le Titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au marché

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 017 791 00034
- Code service : UCPA
- Numéro d'engagement juridique : Sera communiqué à la notification du marché

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des travaux

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine
UTI CPCA
Barrage d'Asfeld – Ecluse
Chemin de l'écluse
08190 ASFELD

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel.
- Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution,

faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

Stockage, emballage, transport et livraison :

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures et la livraison des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 26 du CCAG-Travaux. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

9 - Constatation de l'exécution des travaux

9.1 - Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCPP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCP sont réalisés dans les conditions fixées par le CCP à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9.3 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9.4 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

10 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché selon les dispositions de l'article 19.2.2

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, **une pénalité fixée à 250,00 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel de la période de préparation est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, **une pénalité fixée à 150,00 €**.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, **les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire**.

12.2 - Pénalités pour non remise en état des lieux

Les stipulations de l'article 37 du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de fin de travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire selon les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, **une pénalité de 500.00 € par jour de retard** sera appliquée.

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique **une pénalité de 1 000,00 € par constatation**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.4 - Autres pénalités

-Pénalité pour non-respect de la démarche environnementale :

Une **pénalité de 1 000 € par constatation** sera appliquée.

-Pénalité pour non-respect des règles de sécurité et de protection de la santé :

Une **pénalité de 2 000 € par constatation** sera appliquée.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25, rue du Lycée
51 036 Châlons en Champagne Cedex
Tél. 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats doivent s'adresser à :
Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25, rue du Lycée
51 036 Châlons en Champagne Cedex
Tél. 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Clauses techniques particulières

16.1 - Barrage d'Asfeld

Le barrage d'alimentation d'Asfeld a pour vocation de maintenir une élévation de la ligne d'eau amont suffisante, pour permettre l'alimentation du canal des Ardennes depuis l'écluse n° 13 d'Asfeld (PK 56,261) jusqu'à l'écluse n° 14 de Vieux-les-Asfeld (PK 60,834) en aval et du canal latéral à l'Aisne entre l'écluse de Vieux les Asfeld et l'écluse n° 3 de Berry-au-Bac (PK 18,484) en aval.

La rivière Aisne n'est pas navigable sur les biefs amont et aval du barrage.

16.2 - Implantation et caractéristiques du barrage

Le barrage d'alimentation d'Asfeld est situé dans le département des Ardennes, sur la commune d'Asfeld.

Situation géographique :

Code hydrographique	PK navigation	PK Hydrographique (BD Carthage)	Coordonnées Lambert 93 (prises au milieu du barrage)	
			X	Y
H1350200	56.26	868.697	781286.61	6931995.25

L'ouvrage est constitué d'une passe unique dont les caractéristiques sont les suivantes :

Passes (ouvrages de bouchure)	Caractéristiques (cotes en m NGF-IGN 69)	
Déversoir à aiguilles	Largeur de passe	40.1 m
	Nombre de fermettes	33
	Nombre d'aiguilles	286
	Longueur des aiguilles	1.94 m
	Section des aiguilles (mm x mm)	140 x 30 mm
	Cote du seuil	60.03

Le barrage d'Asfeld est géré manuellement de la façon suivante :

- abattage : aiguilles du déversoir
- relevage : aiguilles du déversoir

16.3 - Treuil manuel

Le barrage d'Asfeld est actuellement équipé d'un treuil manuel mécanique qui permet d'évacuer les embâcles qui s'accumulent régulièrement.

A ce jour, il n'est plus opérationnel (vétusté) car il présente de gros problèmes de sécurité notamment au niveau des organes de sécurité qui sont HS, plus particulièrement le système de débrayage et le frein de sécurité.

Sa position actuelle n'est pas adéquate non plus car l'emplacement est en zone inondable. Il n'est donc pas toujours possible de le manœuvrer.

Par ailleurs, le mode manuel pose des problèmes de pénibilité pour les agents car cela nécessite des postures non optimales et engendrer des TMS (troubles musculosquelettiques).



Treuil manuel installé actuellement au barrage d'Asfeld

Tous ces inconvénients (pénibilité de manœuvre du treuil manuel par les agents, problèmes de sécurité, emplacement en zone inondable) nécessitent la pose d'un nouveau treuil électrique, aux normes de sécurité et à un emplacement adéquat.

Le démontage de l'ancien treuil sera à la charge du titulaire du marché.

16.4 - Caractéristiques du nouveau treuil électrique

Le titulaire devra fournir le treuil et le livrer selon les caractéristiques suivantes :

Le treuil devra être débrayable, à vitesse variable, muni d'une télécommande. Il sera équipé de tresses et pourra être démontable (en cas de crue).

Propriétés du treuil électrique :

Alimentation : 400 volts

Capot inox

3300 kg sur couche supérieure

Limiteur de charge

110 m de câble textile diamètre 12 mm

Débrayage du tambour

Fin de course horloge 2 positions

Force 1^{ère} couche : 4220 kg

Force couche supérieure : 3300 kg

Nombre de couches : 4

Moteur kW : 2.2

FEM : 2m

Vitesse réglable 1^{ère} couche m/mn : 0.3-3

Vitesse réglable couche supérieure m/mn : 0.4-4

Protection IP54

Démarrage et arrêt doux

Programmation de vitesse, rampe d'accélération et décélération possible

Commande très basse tension assurant la protection de l'utilisateur contre les risques électriques

Le treuil sera muni d'un capot de protection en inox et verrouillable. (pour éviter le vol)

16.5 – Confection d'un plot béton et d'un escalier et pose de garde-corps sur le plot

Ce nouveau treuil sera installé selon les plans joints en annexe.

Le titulaire du marché devra confectionner un plot béton de dimensions : 2.4 x 2.4 x 1.9 m avec une hauteur hors sol de 0.80 m soit environ 6 m3 en béton armé type C35/45 xf finition brute.

La confection d'un escalier d'accès au plot est également à prévoir compte-tenu de la hauteur hors-sol. Des garde-corps devront être posés sur le plot pour éviter une chute de hauteur.

Les études nécessaires à la confection du plot et de l'escalier, un terrassement préalable, la pose d'une liaison équipotentielle et la mise en place d'une platine pour la fixation du nouveau treuil sont comprises dans le prix de confection du plot béton et de l'escalier.

16.6 - Installation électrique

Le raccordement électrique du nouveau treuil se fera depuis l'armoire du local du barrage jusqu'à l'emplacement du nouveau treuil.



Le titulaire aura donc à sa charge la création de la tranchée d'environ 13 ml depuis l'armoire du local jusqu'au treuil, pour le passage du câble électrique.

Une goulotte sera à prévoir pour le passage du perré.

Le câblage sera passé dans une gaine étanche résistante aux chocs, conforme à la réglementation en vigueur. Le câble électrique sera également fourni par le titulaire du marché, en fonction des caractéristiques de puissance et d'alimentation du treuil.

16-7 Réfection du plot béton

La réfection du plot béton de l'ancien treuil est à entreprendre car il est très abîmé. Une fois restauré, il accueillera la poulie de renvoi. Le béton fourni sera également de type C35/45 xf finition brute.



16.8 - Pose d'une poulie de renvoi à l'emplacement de l'ancien treuil

La fourniture et la pose d'une poulie de renvoi à chape ouvrante 520 à l'emplacement de l'ancien treuil (sur le plot béton restauré) sera à prévoir.

Les caractéristiques de cette dernière sont les suivantes :

Diamètre du câble : 12/13 mm

CMU s/ 1 brin kg : 2000

CMU au crochet kg : 4000

16.9 - DOE

A la réception des travaux, le Titulaire sera tenu de remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E).

A l'issue des travaux, le Titulaire remet au Maître d'œuvre les plans « conforme à l'exécution » des ouvrages sur lesquelles il est intervenu, les notices des équipements fournis et les nomenclatures.

17 - Dérogations

- L'article 7.1 du CCP déroge aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG Travaux
- L'article 9.1 du CCP déroge à l'article 24.7 du CCAG Travaux
- L'article 9.2 du CCP déroge à l'article 38 du CCAG Travaux
- L'article 9.3 du CCP déroge aux articles 41.1 et 41.3 du CCAG Travaux
- L'article 12.1 du CCP déroge aux articles 19.2.1, 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux

SMARCHAND

Le 26/02/2025